

« Un petit coin en enfer : expéditions en Tchétchénie »

par Anna Politkovskaya

traduit par Alexander Burry et Tatiana Tuchinsky de l'Université de Chicago © 2003. Tous droits réservés.

Traduit de l'anglais par Philippe Leruth

Publié sous le titre original *Vtoraya chechenskaya*, Éditions Zakharov, © 2002

Prologue

Qui suis-je ? Et pourquoi est-ce que je couvre la deuxième guerre de Tchétchénie ?

Je suis journaliste – envoyée spéciale du journal moscovite *Novaya Gazeta* – et c'est ma seule raison. J'ai vu la guerre ; c'est pour cela qu'on m'a envoyée ici. Mais pas parce que je suis une correspondante de guerre, et que je connais bien ce sujet. Tout au contraire parce que je ne suis qu'une civile. L'idée du rédacteur en chef était simple : le fait même que je sois une civile me permet de comprendre bien mieux l'expérience vécue par d'autres civils, qui vivent dans les villes et les villages tchéchènes, et qui sont pris dans cette guerre.

Voilà pourquoi, c'est tout.

C'est pour ce motif que je suis allée en Tchétchénie tous les mois depuis juillet 1999, lorsque a eu lieu au Daguestan le prétendu raid Bassaïev, qui a jeté quantité de montagnards sur les routes et provoqué la deuxième guerre de Tchétchénie. Naturellement, j'ai traversé la Tchétchénie de long en large. J'ai vu beaucoup de souffrance. Le pire, c'est que nombre de ces gens dont j'ai parlé les deux dernières années et demie sont morts aujourd'hui. Cette guerre a été si terrible. Médiévale, en fait, même si elle s'est déroulée au moment où on passait du XX^e au XXI^e siècle. Et en Europe en plus !

Les gens qui appellent la rédaction ou m'envoient des lettres me posent une seule question, toujours la même : « Pourquoi écrivez-vous toutes ces horreurs ? Pourquoi nous faites-vous peur ? Qu'avons-nous besoin de savoir tout cela ? »

Je suis sûre que cela doit être fait, pour une raison simple : contemporains de cette guerre, nous en serons tenus pour responsables. L'excuse soviétique classique, de dire qu'on n'était pas là et qu'on n'a participé à rien, ne marchera pas cette fois.

Donc, je veux que vous connaissiez la vérité. C'est seulement alors que vous serez libérés du cynisme.

Et que vous vous extrairez du marais gluant du racisme dans lequel notre société s'est embourbée.

Et que vous n'aurez plus à prendre la décision difficile de savoir qui a raison et qui a tort dans le Caucase, et s'il y existe un seul véritable héros de nos jours.

Makhkety : un camp de concentration avec un département commercial

J'ai reçu une pétition envoyée par nonante familles qui vivent dans le district de Vedeno : Makhkety, Tovzeny, Selmentausen, et Khatuni. Plusieurs centaines de personnes m'y implorent de les aider à sortir rapidement de Tchétchénie. Pourquoi ? Elles parlent d'une faim tenace, d'un froid insupportable, du manque de docteurs, de l'absence de tout contact avec le monde extérieur, et des cruelles actions punitives menées par des soldats stationnés près de Khatuni. Les faits paraissaient incroyables. Mon voyage vers cette région a commencé le 18 février 2001. J'ai entendu des dizaines d'histoires horribles, et j'ai vu les visages épuisés des gens qui avaient subi la torture imposée par des soldats expérimentés dans l'art difficile du harcèlement. Mon stylo refuse obstinément de se lever du papier, et il me force à écrire ces horribles choses dont j'ai à garder la trace. Et tout à coup, la même chose vous arrive à vous.

Maintenant c'est à vous qu'une voix crie « Arrêtez-vous ! Avancez ! » Et un membre du Bureau fédéral de Sécurité (FSB), un lieutenant, toujours mouillé derrière les oreilles, qui a le sourire mauvais de ses prédécesseurs très professionnels de 1937, et qui vous murmure – à vous, pas à la personne que vous venez d'interviewer – « C'est Bassaiev qui t'envoie, tu es une militante... Te fusiller serait encore trop bon pour toi... Tu clignes trop des yeux, cela veut dire que tu mens ».

Scène I : la torture par décharge électrique

Rosita, du village de Tovzeni, remue à peine les lèvres. Ses yeux, comme pour renverser leur fonction naturelle, sont sans émotion, et sont tournés vers l'intérieur. Elle a toujours des difficultés à marcher : ses jambes et ses reins lui font mal. Il y a un mois, elle est passée par un « point de filtrage » comme on dit, parce qu'elle a « caché des militants dans sa maison ». C'est exactement ce que les soldats lui ont crié. Rosita n'est plus jeune. Elle a beaucoup d'enfants, et quelques petits-enfants. La plus jeune, un bébé de trois ans, ne connaissait pas le russe, mais maintenant, après avoir vu comment sa grand-mère a été jetée au sol, elle crie tout le temps, en russe « Couchée ! Par terre ! ». Rosita a été arrachée à sa maison à l'aube, quand tout le monde dormait encore. Sa maison a été encerclée et elle n'a pas eu le temps de s'habiller convenablement. Ils l'ont jetée dans un puits, à l'intérieur de la base militaire.

« Ils vous ont poussée, et ils vous ont frappée ? »

« Oui, comme ils le font à chaque fois ».

Ses jambes repliées sous elle, Rosita est restée couchée sur le sol en terre du puits pendant douze jours. Le soldat qui gardait ce puits a eu un soir pitié d'elle, et lui a jeté un morceau de tapis.

« Je l'ai mis en dessous de moi. Ce soldat était lui aussi un être humain ». Les lèvres de Rosita bougent à peine.

Le puits avait tout au plus un mètre vingt de profondeur. Il n'avait pas de toit, mais il était impossible de se tenir debout, car on l'avait refermé avec des poutres. Donc, pendant douze jours, elle est restée couchée, ou s'est assise, sur ce tapis. Et en plein hiver, en plus ! Pendant tout ce temps, Rosita n'a été accusée de rien, bien qu'on l'en ait extraite trois fois pour interrogatoire. Les officiers, qui avaient l'âge d'être ses fils, lui ont dit être des agents de la Sécurité fédérale. Ils ont attaché des fils électriques dénudés aux doigts de ses deux mains, et ont fait passer ces fils autour de son cou, par derrière.

« J'ai hurlé quand ils ont branché le courant électrique. Puis je suis restée silencieuse. J'avais peur de les rendre plus furieux encore. »

Les hommes de la Sécurité fédérale lui ont dit : « Tu dances mal, nous allons en remettre une couche ». Ils parlaient des convulsions de Rosita. Et ils en ont remis une couche.

« Qu'est-ce qu'ils voulaient ? »

« Ils ne m'ont rien demandé »

Pendant ce temps, les proches de Rosita se sont vu assigner une tâche par les mêmes officiers, qui leur ont envoyé des messagers : rassembler l'argent de la rançon. Les officiers leur ont dit qu'ils avaient intérêt à se dépêcher : Rosita allait très mal dans le puits, et elle risquait d'y rester. Au début, ils ont demandé une rançon tellement élevée que les villageois (là-bas, il est devenu commun de collecter l'argent d'une rançon dans toute la communauté) ont répondu qu'ils ne pourraient pas la payer, même s'ils vendaient tout le village. Bizarrement, les officiers se sont montrés prêts à discuter, et ils ont réduit la somme au dixième du montant initialement demandé. On leur a apporté ce fric, et Rosita, toute sale, à peine capable de marcher, est venue au poste de commandement de la base. Elle est tombée dans les bras de ses enfants.

Sur le territoire de la base militaire, établie en bordure de Khatuni, dans le district de Vedeno, où la 45^e division aéroportée et le 119^e régiment de paras du Ministère de la Défense sont

déployés, en même temps que des unités du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Justice, et de la Sécurité fédérale, il y a un camp de concentration. Avec un département commercial.

Scène deux : un commandant de porcs

Le colonel Aleksei Romanov, qui commande le 45^e régiment, est un personnage très charismatique, animé d'une volonté de fer. Il a participé à la guerre en Afghanistan, et à la première guerre de Tchétchénie. Comme la plupart des officiers qui prennent part à cette deuxième guerre, il la maudit, et il parle souvent de ses enfants, qui continuent à grandir en l'absence de leur père. Il voudrait en finir au plus vite. Il en est réellement malade. Mais à l'instant, en cette fin de février 2001, à la veille de la journée des Défenseurs de la Patrie, nous traversons la base du régiment. Le commandant m'amène à un mess qui, vu les conditions sur le terrain, est mieux aménagé qu'on ne l'imaginerait. Il me fait voir un magasin, rempli de viande en boîte et de tout un assortiment d'aliments en conserve. Il pense qu'ainsi, les hommes dont il a la responsabilité ne voleront pas le bétail des autochtones.

Nous repartons pour la partie la plus importante de la visite. Le commandant me montre les puits dans lesquels les Tchétchènes sont jetés après les rafles. Il est très prévenant: il me tient par le bras, pour éviter que je tombe dans ces trous profonds de six mètres environ. Le puits ressemble à ce que m'ont décrit les nombreuses personnes qui y ont séjourné. Il est à peu près dix heures dix, et des cordes sont jetées dans ce « monde d'en bas » qu'on ne peut discerner, pour permettre à des gens de remonter à la surface pour être interrogés. En dépit du froid, une forte odeur règne. C'est comme cela que ça se passe là-bas : les Tchétchènes doivent faire leurs besoins exactement au centre du puits.

Le colonel me raconte des histoires stupéfiantes. Un jour, le commandant de la division, le général Baranov en personne, est arrivé en avion pour inspecter le régiment. Il a vu des Tchétchènes arrêtés stationnés dans une prairie, et il a ordonné qu'on les jette dans un puits initialement creusé pour y déverser des ordures. Depuis lors, on les a utilisés pour y parquer des êtres humains. Romanov est très mal à l'aise, en parlant de tout ce qui s'est passé.

« Nous n'y plaçons que des militants » assure-t-il.

« Alors, pourquoi les relâchez-vous ensuite, si ce sont des militants » ?

« Vous le savez très bien » laisse-t-il échapper.

Non, je ne le sais pas personnellement.

Scène trois : en attendant d'être arrêté

Un montagnard tchétchène d'une cinquantaine d'années, très sportif, appelé Vakha, originaire du village de Tovzeni, travaillait pour le KGB, et il enseignait à l'école supérieure du coin. Maintenant, il travaille comme volontaire : il récolte des informations sur les atrocités commises par l'armée russe. C'est pour cette raison que chaque soir, il s'attend à être arrêté et à être jeté dans un puits.

Vakha sait comment il faut répondre aux questions posées par le colonel. Il me raconte les histoires les plus incroyables sur le court passage de la brigade de Bassaïev dans son village. Les villageois espéraient vraiment que Bassaïev finirait par être arrêté. Ses hommes et lui étaient épuisés ; rien n'aurait été plus simple. Mais l'armée, qui avait encerclé le village, s'est brusquement retirée, au moment précis où Bassaïev y séjournait.

Et qu'on le croie ou non, il a pu en sortir. À peine les bandits étaient-ils repartis pour la montagne que les soldats se sont mis à arrêter et à torturer des habitants du village, qui n'avaient vraiment rien à voir avec les militants. En même temps, ils laissaient en paix ceux qui avaient pris part au bain de sang. Après tout, les villageois savent tout sur tout le monde.

Scène quatre : de beaux culs

Isa vit à Selmentausen. Au début février, il a lui aussi été emmené au camp de concentration, en périphérie de Khatuni. Ils ont écrasé des cigarettes allumées sur tout son corps ; ils lui ont arraché les ongles, et ils l'ont frappé au niveau des reins avec des bouteilles de Pepsi remplies d'eau. Ensuite, ils l'ont jeté dans un puits appelé « le bain » : il est rempli d'eau, même en hiver. Après y voir poussé des Tchétchènes, ils y ont jeté quelques grenades fumigènes.

Il y avait six personnes dans ce puits ; toutes n'ont pas survécu. Les officiers subalternes qui menaient les interrogatoires leur ont dit qu'ils avaient de beaux culs, et ils les ont violés. Ils se sont justifiés : c'est parce que « vos sales puttes ne veulent pas faire cela avec nous » leur ont-ils jeté. Les Tchétchènes survivants disent maintenant qu'ils ne vivent plus que dans un seul but : se venger de l' « incident des beaux culs ». Manifestement, Isa ne s'est pas bien remis lui non plus de cet événement. Comme Rosita, il a été relâché après la remise d'une rançon collectée parmi les habitants de Selmentausen. Mais d'abord, les soldats se sont donné du bon temps, accablant de sarcasmes ses proches, rassemblés près du poste de commandement du détachement, dans l'espoir d'avoir des nouvelles de ceux qui leur tiennent à cœur, qu'on avait emmenés au puits.

En Tchétchénie, maraude et racket sont de pratique quotidienne, sous le couvert de la chasse aux bandits. La seule chose qui a changé dans cette deuxième guerre, c'est l'identité de ceux qui commettent les crimes. Les activités que cette opération antiterroriste entendait éradiquer – des prises d'otages violentes, l'esclavage, le rançonnement pour des biens « humains » – sont maintenant pratiquées par les nouveaux maîtres, les soldats.

Nous sommes dans la seule pièce, étroite, de l'habitation d'Isa. On n'y trouve qu'une simple planche qui sert de lit, et un poêle. La famille est terriblement pauvre. La petite fille d'Isa, quatre ans, me regarde avec horreur. La femme d'Isa m'explique : « Elle peut voir que vous n'êtes pas des nôtres. Vous ressemblez à ceux qui ont battu son père sous ses yeux, avant de l'emmener ».

Scène cinq : une expérience vécue

Deux minutes à peine après avoir quitté le commandant du 45^e régiment aéroporté, j'ai été arrêtée. D'abord, on m'a ordonné de rester au milieu d'un champ tourmenté pendant plus d'une heure. Ensuite, un véhicule blindé est arrivé, à bord duquel des hommes armés avaient pris place sous le commandement d'un premier lieutenant d'origine militaire indéterminée. Ils m'ont poussée avec leurs crosses dans le véhicule qui a démarré. « Tu as de faux papiers. Ton Yastrzhembsky est un homme de Bassaïev et tu es une militante » ont-ils déclaré.

Des heures d'interrogatoire ont suivi. Les jeunes officiers qui se succédaient qui me rappelaient avec insistance, en se présentant, qu'ils travaillaient pour le FSB, et qu'ils ne devaient des comptes qu'à Poutine. Ils m'ont complètement privée de liberté. Je n'avais pas l'autorisation de donner un coup de fil, ni de faire quelques pas. J'ai été obligée de déposer tous mes objets personnels sur le bureau. J'ai décidé de faire l'impasse sur les détails les plus triviaux, parce qu'ils sont complètement indécents. Toutefois, ces détails sont la preuve essentielle pour moi que tous les récits de harcèlement et de torture au 45^e régiment sont absolument authentiques.

De temps à autre, ces jeunes officiers zélés étaient rejoints par un officier supérieur, un lieutenant-colonel au visage basané et aux gros yeux mats et globuleux. Il renvoyait les jeunes officiers de la tente, passait une musique romantique à ses yeux, et me promettait une « issue favorable » au dossier, si j'acceptais de collaborer, d'une certaine manière.

Entre les visites du lieutenant-colonel, les jeunes officiers m'ont torturée, frappant avec habileté tous mes points sensibles. Ils ont regardé les photos de mes enfants, en me détaillant ce qu'ils aimeraient leur faire. Cela a duré environ trois heures.

Finalement, le sage – en paroles – lieutenant-colonel, qui, à plusieurs reprises, s'était vanté de

vouloir donner sa vie pour la patrie, a regardé sa montre et a dit, d'un ton neutre : « Allons-y. Je vais te fusiller ».

Il m'a fait sortir de la tente : l'obscurité était complète. Les nuits, là-bas, sont impénétrables. Au terme d'une marche qui a duré un certain temps, il a dit « prêts ou non, nous y voilà! ». Des explosions se sont alors produites tout autour de moi, dans un bruit assourdissant. Le lieutenant-colonel a été ravi de me voir me jeter par terre, paniquée. Il m'avait simplement amenée juste en dessous d'un lance-grenades au moment même où on le déclenchait. « Et bien, allons-y ».

Tout à coup, j'ai vu des marches descendant dans l'obscurité. « Voilà la salle de bains. Enlève tes vêtements ! ». En voyant que ses mots n'avaient aucun effet, il s'est fâché tout rouge : « un lieutenant-colonel te fait la cour, et tu dis non, espèce de pute militante ? »

Un autre officier du Bureau fédéral de Sécurité – c'est du moins comme cela qu'il s'est présenté – est alors entré dans la salle de bains. « Elle ne veut pas prendre un bain » a lancé le lieutenant-colonel. L'homme du FSB a déposé les bouteilles qu'il avait amenées sur la table et a dit : « alors, je vais l'emmener ». Une nouvelle fois, j'ai été emmenée pour une longue marche sur la base. Finalement, il m'a dit de descendre dans un bunker, où je suis restée jusqu'au 22 février, date à laquelle j'ai été libérée. Il y avait une affiche sur le mur de ce bunker, qui annonçait le « 119^e Régiment de Parachutistes ». L'affiche proclamait aussi que 18 membres de ce régiment portaient le titre de « Héros de la Russie ».

On m'a apporté du thé. J'ai avalé une gorgée et, tout de suite, ma tête s'est mise à tourner, mes jambes se sont affaiblies, et j'ai demandé à pouvoir sortir, parce que je commençais à vomir violemment. À la salle de bains ? Oui, mais avec une escorte. « Nous devons nous assurer que tu ne te débarrasseras pas de tes micros clandestins » ont-ils expliqué.

Je leur ai demandé qu'ils me disent quelles étaient les charges retenues contre moi, qu'ils rédigent un procès verbal, et qu'ils m'envoient en prison, manière que mes proches puissent m'apporter au moins une brosse à dents. « Non ! » ont-ils dit. « Tu es une militante ! Tu es venue ici pour voir les puits ! Salope ! Tas de merde ! Bassaiev a payé Yastrzhembsky pour toi, Yastrzhembsky a payé ton éditeur, et ton éditeur t'a envoyée ici ».

Le matin du 22 février, un officier est entré dans le bunker et m'a annoncé qu'il allait m'accompagner jusqu'à Khankala. Il a ajouté qu'il avait mes papiers et mes objets personnels, qu'il allait « soumettre au FSB ». Le lieutenant-colonel était tout près de l'hélicoptère qui devait m'emmener. « Si cela n'avait dépendu que de moi, je t'aurais flinguée » m'a-t-il lancé en guise d'adieu.

Quand nous avons atterri à Khankala, des soldats se sont précipités vers nous, juste à la porte de sortie de l'hélico, et ils m'ont séparée de mon escorte. C'étaient des officiers dépendant du bureau du procureur militaire de Grozny, et je leur suis très reconnaissante. Car s'ils n'avaient pas été là, j'aurais dû passer plus de temps encore à subir les questions d'un autre officier du FSB, qui aurait trouvé du grain à moudre dans l'opération antiterroriste. Dans le bureau du procureur, j'ai tout raconté. Ils ont aussi interrogé l'officier qui m'avait amenée, et il est apparu que les hommes du régiment m'avaient tout volé, excepté par carte de journaliste, porteuse du numéro 1258. Mon escorte n'avait rien amené : pas mes effets personnels, pas mes cassettes, pas mes bobines de films.

Opération spéciale Zyazikov

La guerre qui permet à tant de personnes de s'enrichir est devenue un organisme vivant qui se développe tout seul. Le gouvernement tchéchène prorusse voulait exporter le conflit dans l'Ingouchie voisine, et c'est la raison pour laquelle Moscou y a mis quelqu'un au pouvoir, qui laisserait cette évolution se produire.

L'Ingouchie vit depuis dix ans en bordure de la zone de guerre. Maintenant, petit à petit, son territoire devient lui-même zone de conflit. Le processus de transformation de la paix civile en guerre civile s'appelle élection présidentielle dans ce pays à la « démocratie contrôlée », où le poste de Ruslan Auchev, qui a démissionné « volontairement » de la présidence de la république à l'automne 2002, est l'objet d'une lutte entre plusieurs concurrents. Le deuxième tour de cette élection était prévu pour le 28 avril. Le 7 avril, deux candidats ont été retenus : Alikhan Amirkhanov, un député de la Douma d'État, et Murat Zyazikov, un général du FSB, et premier suppléant du représentant plénipotentiaire de Poutine dans le District fédéral du Sud (DFS). Voici comment Zyazikov a été élu.

Une Cour violée

Khasan Iragievitch Yandiev, juge à la Cour suprême d'Ingouchie, était un homme respectable, avec ses dix ans d'expérience à la Cour, et deux en qualité de ministre de la Justice de la république. Il est épouvantable à regarder maintenant. Ses yeux sont vides, comme s'il avait enterré toute sa famille. Et de fait, des funérailles ont eu lieu : celles de ses principes, et de ses illusions sur la place du pouvoir judiciaire dans ce pays. Yandiev restera sans aucun doute dans l'histoire moderne de la Russie comme le juge qui, en avril 2002, a subi la pression de toute la hiérarchie du pouvoir exécutif, qui a transformé la Cour en un organe de manipulation politique.

« Je ne voulais pas croire ce récit quand j'en ai entendu parler », expliquera plus tard Henrich Pava, l'un de nos avocats les plus renommés, sous les lambris de la Cour suprême d'Ingouchie. Il est vrai qu'il a de sérieuses références à faire valoir, avec une pratique d'un demi-siècle, qui remonte, soit dit au passage, à 1955.

À la fin mars, Yandiev s'est vu soumettre un dossier qui visait à entraîner le retrait du tour préliminaire d'un des principaux candidats à la présidence, Khamzat Gutseriev. Toutes les audiences de la Cour sur ce dossier ont été conduites sous une pression intense d'officiels du DFS, qui pressaient sans la moindre vergogne la Cour de se prononcer en faveur de l'autre candidat, le général du FSB Zyazikov. Des messieurs au visage typiquement impersonnel déambulaient dans les couloirs, se présentaient à la demeure privée du juge, ou le rencontraient le matin, sur le pas de sa porte. Mais Yandiev faisait face stoïquement. Il en a vu d'autres dans sa vie !

Le 1^{er} avril, en fin de journée, le juge et deux autres membres du jury sont entrés dans la salle du conseil, une place sacrée où nul autre ne peut entrer, pour délibérer. Le matin du 5, ils étaient prêts à rendre leur décision publique. Vers 11 heures, des gens du clan Zyazikov, des représentants du DFS, sont entrés dans la salle du conseil, violant non seulement sa confidentialité, mais aussi la constitution et plusieurs lois de la république, ce qui, on doit le noter, aurait dû leur valoir des poursuites judiciaires. Ils ont remis au juge un télégramme de la Cour suprême de Russie, signé de sa vice-présidente, Nina Sergeeva. Le télégramme donnait instruction au juge de remettre le dossier à un courrier, chargé de l'amener à Moscou. Le président de la Cour suprême d'Ingouchie, Dautkhasan Albakov, accompagné de son vice-président, Azamet-Hirei Chiriev, a ramassé les pages du dossier sur le bureau, et les a emmenées. Peu après, l'agence ITAR-TASS annonçait que la Cour suprême de la Fédération de Russie avait examiné le dossier et annulé l'inscription de Khamzat Gutseriev sur la liste

des candidats à la présidence.

Pour moi personnellement, Khamzat Gutseriev ne présente aucun intérêt. C'est juste un fonctionnaire du ministère ingouche de l'Intérieur aux temps les plus terribles de l'opération antiterroriste dans le Caucase du Nord. Son activité en sa qualité de ministre militaire dans un pays voisin de la Tchétchénie m'a valu plusieurs fois des ennuis, pendant plus de deux ans. Mais qu'importe qui n'aime pas qui ? La loi est la loi. Et Gutseriev, frère d'un oligarque que Poutine combat, représente beaucoup de choses pour le président. Et aujourd'hui, en Russie, c'est une raison suffisante pour voir des officiels violer la Cour suprême et humilier des juges qui n'acceptent pas des règles du jeu anticonstitutionnelles.

Le règne de la peur

« Quelle conséquence peut avoir une pareille violation de la loi électorale ? » Je pose la question à Musa Evloev, avocat du comité électoral de la république.

« L'élection pourrait être déclarée illégale » répond-il.

« Pourrait, ou doit ? »

Musa se tait et ferme les yeux. Il veut vivre et travailler. La meilleure manière de s'en assurer, aujourd'hui, en Ingouchie, c'est de garder le silence et d'affirmer que vous êtes docile face à la machine de guerre du DFS qui fait la promotion de Zyazikov, le candidat que le Kremlin veut. Des dizaines de personnes ont utilisé ces mots, à la lettre près, pour décrire la situation actuelle dans la république.

Nous sommes le 19 avril. Les mêmes collègues très estimés de Poutine et de Zyazikov déambulent dans les couloirs de la Cour suprême d'Ingouchie, pour écouter ce que chacun demande ou raconte et comment Musa Evloev répond à mes questions. Quand ils en ont suffisamment entendu, ils s'éloignent et font rapport à quelqu'un, au bout de leur téléphone portable. Jusqu'il y a peu, à Moscou, un jeu aussi insolent du FSB serait apparu comme le produit d'une paranoïa née du processus électoral !

Pour l'instant, nous attendons une nouvelle session de la Cour, qui doit se prononcer sur la demande de l'annulation de l'enregistrement d'un certain nombre de candidats, accusés d'avoir acheté des électeurs. Le juge Mohammed Mohammedovitch Dourbekov s'apprête à reprendre le flambeau laissé par Yandiev. Il est nerveux. Il sait que Yandiev a dû être emmené aux soins intensifs après ce qui lui est arrivé, et qu'il n'est pas encore tout à fait rétabli, même s'il continue à travailler. Il sait aussi que Yandiev a transmis une plainte à l'avocat général de Russie, en lui demandant de suspendre la loi. Après avoir fait le tour de plusieurs bureaux à Moscou, cette plainte a atterri en Ingouchie, juste dans les mains de ceux qui auraient dû être poursuivis pour leur crime. Il sait que le seul résultat des efforts de Yandiev pour connaître la vérité a été une requête adressée à Poutine pour mettre un terme au mandat à vie du juge.

Le juge Dourbekov a tenu session ce jour-là, en dépit des demandes, des pressions, et même des insultes monstrueuses du clan Zyazikov. Les résultats du premier tour de l'élection n'ont pas été annulés, mais qui pourrait garantir que l'avenir sera pacifique ?

« Pourquoi essaient-ils de nous lier les bras ? » demandaient les gens. « Nous n'accepterons jamais cela, quoi qu'il arrive ensuite ».

Mais ils ajoutaient de suite : ne citez pas mon nom. Tout le monde disait la même chose : « s'il vous plaît, n'en faites pas mention ! J'ai des enfants. Je pourrais me faire virer ».

Il n'y a pas eu d'exception. Tous ont demandé cet anonymat : députés ingouches, membres du gouvernement, fonctionnaires courageux, juristes, enseignants, et journalistes. L'un de ces derniers m'a dit que, pour l'instant en Ingouchie, un journaliste peut se faire licencier simplement pour être apparu par hasard à la télévision à proximité d'un candidat autre que Zyazikov.

Ce n'est pas une exagération.

« Qui les licencie ? »

« Pyotr Zemtsov »

Le viol public du système judiciaire ingouche est sans aucun doute l'événement le plus cynique de la campagne orchestrée pour désigner Zyazikov comme le prochain président d'Ingouchie : c'est la citation littérale des propos tenus par un de mes interlocuteurs. Mais ce n'est pas le seul. Une autre campagne a été lancée contre la liberté d'expression, elle aussi garantie par la constitution.

Juste avant le début de la campagne électorale présidentielle, Moscou a « remplacé », comme on dit ici, le président de la chaîne de radio et de télévision ingouche, pour nommer ce Zemtsov, afin d'assurer un résultat électoral correct.

Et Zemtsov fait son boulot à la perfection. Il n'est même pas permis de diffuser des extraits vidéo des activités d'autres candidats à la présidence que Zyazikov. Y a-t-il demande de reportage sur un autre des candidats, pour diffusion sur la chaîne indépendante TV Channel ? On envoie les journalistes à Vladikavkaz, en Ossétie du Nord. Il n'est pas facile d'aller là, et d'en revenir pour le soir, en roulant sur les routes vides d'une région où patrouillent jour et nuit des gens contrôlés par Musa Keligov, le soi-disant inspecteur du District Fédéral du Sud. La tâche de ces patrouilleurs – ou de ce gang, pour être plus précise – est d'intercepter ceux qui n'ont pas encore été intimidés et placés sous contrôle.

Maintenant, Keligov, même avec sa bande, n'est pas un autre Khattab. C'est le promoteur principal de la campagne de Zyazikov, un officiel qui représente le président Poutine, au sujet duquel il délire partout, appuyé sur sa Kalachnikov. C'est aussi un collègue de Zyazikov au DFS, un ami et un suppléant du représentant plénipotentiaire, le général Kazantsev. En plus, Keligov a été vice-président de la compagnie Lukoil. Aujourd'hui, il assure à la fois le service d'État et la défense de ses propres intérêts dans la société pétrolière publique Inrush Oil, dont le quartier général est bien commodément installé à Malgobek, juste à côté des principaux camps pétrolifères d'Ingouchie.

Les députés atterrissent

Le 20 avril, une délégation de vingt députés de la Douma, représentant plusieurs partis, a atterri en Ingouchie, afin de vérifier le déroulement des opérations.

Divisés en plusieurs groupes, les députés ont parcouru toute la république. Ils ont suivi quatre routes différentes, pour rencontrer des gens. Au district central de Malgobek, qui est sous la coupe de Keligov, les députés n'ont pas été autorisés à entrer au centre culturel du district, où ils auraient dû rencontrer des résidents. La raison de cette interdiction était très simple : Keligov n'était pas sûr que ces habitants feraient campagne pour Zyazikov. Sur ordre de Mukhazhir Evloev Kazantsev – le chef de la police, qui est aussi le gendre de Keligov, a averti les électeurs que « si Zyazikov ne gagne pas, nous vous rendrons la vie vraiment difficile ! » – la rencontre avec les députés a été annulée.

Les députés n'ont cependant pas perdu le nord à Malgobek, qui est maintenant une ville fort importante. Vera Lekareva, Andrei Vulf, Vladimir Semyonov, Vladimir Koptev-Dvornikov, et Aleksandr Barannikov – membres de l'Union des Forces de droite – ont conversé avec quelques centaines de personnes qui s'étaient rassemblées pour un meeting en plein air, malgré la pluie qui tombait à seaux.

« Bien sûr, nous aurions pu forcer l'entrée du centre culturel » explique Vera Lekareva « mais nous avons eu le sentiment qu'ils nous provoquaient, qu'ils espéraient que nous allions perdre notre sang-froid. Quelques personnages bizarres, au visage patibulaire, se baladaient dans les environs. Alors nous avons décidé de calmer le jeu. Honnêtement, je ne voterais jamais pour un candidat qu'on me jette à la gorge de cette manière ».

Nombreux sont les Ingouches à croire que quelque chose va se produire. Ils parlent d'une provocation, d'une explosion de violence contrôlée, d'un bain de sang.

Le 19 avril, un très mauvais signe a confirmé toutes leurs craintes. Un télégramme officiel

secret est arrivé du ministère de l'Intérieur à Moscou. « À Pogorov, Nasran. Ministère de l'Intérieur. Ordre de voyage de dix jours au ministère de l'Intérieur pour raisons de services aux colonels de police Tamackhanov, Ilyasov, Gireev, et Yarychev. Arrivée le 22 avril 2002. Gryzlov ».

En langage normal, cela veut dire qu'ordre a été donné par Boris Gryzlov à quatre représentants d'Akhmed Pogorov, ministre de l'Intérieur d'Ingouchie, de se rendre à Moscou pendant les dix jours les plus délicats pour l'Ingouchie, la semaine qui précède le deuxième tour de l'élection présidentielle, au moment où les gens votent et où on fait le décompte des voix. Jamais rien de tel ne s'est produit. Tout au contraire, c'est la période où on rappelle tous les officiers supérieurs de police de vacances ou de congé de maladie, pour assurer l'ordre dans toute la région en période d'élection.

Dans cette petite république, tout le monde sait tout sur tout le monde, y compris les colonels mentionnés ci-dessus, ainsi que sur leurs ordres potentiels à leurs subordonnés, pour leur dire pour qui prendre parti. Ce télégramme a été considéré comme un signe du destin. Cela voulait dire que plusieurs centaines d'hommes du FSB, venus de partout et qui patrouillaient dans les rues d'Ingouchie, dans des Tavra étrangement ressemblantes, étaient vraiment là pour quelque chose.

Et puis avec tous ces réfugiés qui traînent partout, ce ne serait pas difficile d'arranger quelque chose. Le seul officiel resté en poste au ministère de l'Intérieur était Pogorov, un homme de Zyazikov, qui, en cas d'émeutes, se serait montré incapable de les maîtriser.

Pourquoi ? Pour une raison évidente : quand les chances d'un général du FSB de gagner les élections sont nulles ou presque, il faut du désordre pour proclamer qu'il est impossible d'organiser les élections, et que dès lors le chef d'État doit être « désigné ». C'est exactement ce que des officiels du DFS avaient dit aux gens, il y a deux mois : « peu importe ce que vous ferez, Zyazikov sera votre homme. C'est la décision de Moscou. Il n'y a pas d'alternative. Si vous ne l'élevez pas, il sera désigné ».

Zyazikov et ce qu'il veut

Qui est cet homme déjà devenu un croquemitaine pour les enfants ingouches ? Son principal porte-parole Aleksei Lyubivoi explique : « je lui interdis de parler à la presse ».

Chouette politique ! Parlons des gens qui l'entourent. Les supporters de Zyazikov se divisent en deux camps.

D'abord, il y a les hommes du FSB dont j'ai parlé ci-dessus, qui ont été transférés de diverses régions de Russie en Ingouchie pour la période électorale. Quand ils parlent aux gens, ils ne cachent pas le fait que, pour eux, « une défaite de Zyazikov aux élections serait une gifle au visage de tout le service de renseignement ».

Ensuite, il y a les Ingouches qui ont été en quelque sorte trompés, ou qui n'ont pas réussi à faire leur trou sous l'ex-président Auchev. La plupart d'entre eux se sont installés à Moscou, il y a longtemps, parce qu'ils ne pouvaient pas travailler avec Auchev. Ils se rencontrent maintenant au QG électoral de Zyazikov, rue Oskanov, à Nazrani. Je demande à voir le président de ce quartier général, Salman Naurbekov, et son vice-président, Kharon Dzeitov :

« Pourquoi Zyazikov est-il un bon candidat ? Parlez-moi de lui »

« L'élément le plus important, c'est qu'il est limpide comme du cristal. Pas comme tous les autres ! »

« Pourquoi croyez-vous cela ? »

« Parce qu'il vient d'un service limpide comme du cristal »

Terriblement convaincant, l'argument ?

En mai, Zyazikov est entré en fonctions, et une semaine plus tard, les troupes sont entrées en Ingouchie. Un mois plus tard, elles commençaient à renvoyer brutalement les réfugiés en Tchétchénie. Le Kremlin veut que la guerre continue. Et c'est ce qui se passe.

* *Chamil Bassaiev (1965-) : cet ancien travailleur peu qualifié est devenu célèbre en 1991, lorsqu'il a détourné un avion russe en Turquie. Frère d'armes du président Dzhokhar Dudaiev. Commandant dans l'armée de résistance de la république tchéchène d'Itchkérie, général de brigade, terroriste, organisateur d'enlèvements. Entraîné dans les camps spéciaux du Département principal d'espionnage de l'état-major général de la Fédération de Russie. A participé à la guerre entre l'Abkhazie et la Géorgie (1992-1993) comme mercenaire pour les Abkhazes, qui bénéficiaient de l'aide du Kremlin. En 1995, avec ses militants, il a organisé un raid sanglant sur Boudenovsk (dans le district de Stavropol), où ils ont pris en otages le personnel et les patients de l'hôpital de district et de sa maternité.*

* *Le Bureau Fédéral de Sécurité (FSB) : le nouveau nom du KGB à l'ère démocratique ; symbole de la répression du régime soviétique. Poutine a été à la tête du FSB entre la première et la deuxième guerre de Tchétchénie, à l'époque où les faits de banditisme d'enlèvements étaient les plus fréquents en Tchétchénie, et où des camps d'entraînement pour terroristes étaient en activité sur son territoire.*

* *Point de filtrage : lieu de détention illégale de personnes. Les détenus sont amenés pour ce « point de filtrage » (les policiers fédéraux les organisent généralement autour de bâtiments à moitié détruits et abandonnés, en périphérie des villages purgés) Un filtrage a lieu à cet endroit (« passer à travers un filtre » en termes militaires) : les personnes arrêtées sont soumises à des interrogatoires, à la torture et à l'humiliation, afin d'obtenir des informations sur les lieux où se cachent les militants. Les points de filtrage sont essentiellement des camps de concentration mobiles, durant cette deuxième guerre de Tchétchénie.*